



LE 26 JANVIER, TOUS EN GREVE CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

**En 2016 ce sont 2130 suppressions d'emplois qui touchent à
nouveau la DGFIP !**

Depuis 10 ans, 1 emploi sur 4 a été détruit !

Les conséquences de ces suppressions ne sont pas négligeables sur la qualité de l'accomplissement des missions et la qualité du services rendu aux usagers, aux citoyens, aux collectivités.



Les conséquences de ces suppressions sont dramatiques pour les agents qui voient leurs charges de travail incompressible augmenter continuellement.

Les résultats du dernier baromètre social de la DGFIP parlent d'eux-mêmes :

61 % des agents travaillent souvent dans l'urgence, 68 % jugent «pas assez importante» l'attention portée aux conditions de travail et 75 % ressentent du stress lié au travail.

Aucune catégorie n'est épargnée !

La frénésie du pilotage par la performance, du tout indicateur, les exigences de la productivité sans moyen, sont autant de facteurs qui conduisent à la souffrance au travail, à la dépression et au repli sur soi. Autant de processus cumulés qui peuvent conduire à l'irréparable !

La situation se dégrade encore et toujours provoquant une montée des affections liées au stress (maladies cardio-vasculaires, dépressions, burn-out) et l'explosion des troubles musculo-squelettiques.

La CGT Finances Publiques met les directeurs face à leurs responsabilités pénales de garantir la santé mentale et physique des agents. Leur devoir est donc d'inverser cette politique destructrice !

**Pour la CGT, l'amélioration des conditions de travail des agents
nécessite l'arrêt de suppressions d'emplois et la création des emplois
permettant l'accomplissement de nos missions en terme de qualité !**

